



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sté Méditerranéenne de Nettoyement

Zone Garosud - 351 rue de la Castelle
BP 25133
34000 Montpellier

Références : H2-2024-098

Code AIOT : 0006601121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement Sté Méditerranéenne de Nettoyement implanté ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sté Méditerranéenne de Nettoyement
- ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale avenue Maurin, BP 1231 34000 Montpellier

- Code AIOT : 0006601121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) exerce une activité de tri et de conditionnement de déchets non dangereux provenant d'activités économiques et des déchets ménagers et assimilés, au sud de la commune de Montpellier. Ces déchets sont constitués essentiellement de papiers, de cartons, de journaux, de plastiques, de bois, de métaux ainsi que des encombrants et de pneumatiques.

Les ordures ménagères brutes, le verre et les déchets dangereux ne sont pas admis sur le site. Les déchets reçus sur site proviennent en majorité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (3M).

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1994 dont les prescriptions ont été complétées par les arrêtés préfectoraux n° 2013-I-390 du 21 février 2013 et n°2015-I-058 du 19 janvier 2015.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications	Code de l'environnement du 30/09/2024, article R.181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a mis en évidence des écarts de conformité pour lesquels des actions correctives doivent être apportées. Il s'agit de :

- fournir un plan de défense contre l'incendie actualisé, présentant tous les éléments d'information prévus par les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des sites de collecte, de transit, de tri et de traitement de déchets,
- transmettre les éléments d'appréciations manquants au dossier de porter à connaissance des modifications apportées au site, déposé le 13 janvier 2022, tel que prévu à l'article R.181-46 II du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/09/2024, article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de porter à connaissance
Prescription contrôlée : <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
Constats : <p>Un dossier de porter à connaissance a été déposé le 13 janvier 2022. Il concerne les différentes évolutions apportées au site et le projet de mise en œuvre d'une zone de déconstruction de petits bateaux de plaisance à moteur.</p> <p>Ce dossier a été complété les 1 mars, 7 juillet, 18 août, 28 août et 6 septembre 2023.</p> <p>À ce jour, le reste incomplet. Un courrier de demande de compléments a été transmis le 11 octobre 2023, les éléments suivants sont attendus :</p> <ul style="list-style-type: none">- justifier la nouvelle surface du site par un géomètre expert en la comparant avec la superficie du site autorisé en 1994 ;- indiquer la surface imperméabilisée due à l'extension du site ;- démontrer le respect des prescriptions de la servitude qui serait présente sur le site ;- justifier le positionnement du stockage de pneus situé à proximité de la réserve d'eau dont les effets thermiques irréversibles (flux de 3 kW/m²) sortent du site ;- expliquer l'apparition de zones ATEX qui n'était pas identifiée dans les études de dangers précédentes,- prendre en compte l'ensemble des effets cumulés identifiés au regard des modifications réalisées ou envisagées depuis la dernière enquête publique conformément à la note du 20 décembre 2021 concernant les modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.- prendre en compte que les installations de tri / transit / regroupement de déchets de pneumatiques relèvent de la rubrique ICPE 2714 et non de la rubrique 2663 conformément à la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (version 27 avril 2022). <p>Aucune réponse n'a été apportée à ce courrier. L'exploitant a confirmé lors de l'inspection que le projet de mise en place d'une aire de déconstruction de petits bateaux de plaisance à moteur est toujours d'actualité. Dans ces conditions, de nouveaux compléments vont être apportées afin de permettre à l'inspection de finaliser la procédure d'instruction et de proposer à M. Le Préfet de modifier les prescriptions applicables au site, afin de tenir compte des évolutions de l'exploitation</p>

du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra fournir les compléments demandés par le courrier du 11 octobre 2023. Afin de permettre une bonne compréhension du dossier lors de la mise en ligne du dossier pour la consultation du public, il est demandé de fournir un dossier actualisé solidaire qui intègre l'ensemble des compléments successifs apportés ainsi que les réponses apportées par courriel du 18 août 2023 aux remarques des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée :
Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.
Constats :
Des exercices incendie ont été réalisés les 19 et 20 février 2024. Ces exercices ont concerné l'utilisation des extincteurs et des RIA ainsi que l'évacuation au point de rassemblement. Les compte-rendus associés ont été transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée :
L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :
<ul style="list-style-type: none"> • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant

l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant a présenté le dossier d'accueil des secours daté du 22 mai 2018 ainsi que la procédure d'urgence relative à l'organisation et aux mesures à mettre en place en cas d'incendie (du 28/04/2021). Ces documents ne comportent pas l'ensemble des éléments prévus à l'article susmentionné notamment :

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées ainsi que les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler,
- les modalités d'accueil distinguant les périodes ouvrées et non ouvrées ne sont pas clairement définies,
- une description sommaire du fonctionnement opérationnel des installations d'extinction automatique et de désenfumage ainsi que les attestations de conformité correspondantes,
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement,
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.

Par ailleurs, le plan détaillant les zones de stockage par typologie de déchets du dossier d'accueil n'a pas été actualisé depuis 2018 : les zones de stockage DEE et la benne accueillant les batteries ne sont notamment pas matérialisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre un plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour conforme à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Ce document sera également transmis aux services d'incendie et de secours
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois